

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**5ÈME RAPPORT INTERNATIONAL 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS.....</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">6</a>
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">11</a>
<a href="#">Annexe 1 Coopération décentralisée.....</a>	<a href="#">12</a>
<a href="#">Annexe 2 Fiche projet - Aide à la reconstruction.....</a>	<a href="#">19</a>
<a href="#">Annexe 3 Fiches projets - Dispositif Actions internationales et francophonie.....</a>	<a href="#">22</a>
<a href="#">Annexe 4 Nouvelle affectation projet Qualité de vie Qualité de ville.....</a>	<a href="#">29</a>
<a href="#">Annexe 5 Avenant à la convention n°EX0716223 avec l'Oeuvre d'Orient.....</a>	<a href="#">32</a>
<a href="#">Annexe 6 Convention de partenariat NAFASS.....</a>	<a href="#">37</a>
<a href="#">Annexe 7 Fiche projet - Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique.....</a>	<a href="#">45</a>

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Les opérations suivantes relèvent de la stratégie internationale votée par délibération CR 222-16 du 15 décembre 2016 modifiée et de la stratégie « l'Île-de-France, territoire chef de file pour la francophonie » votée par délibération CR 2018-041 du 20 septembre 2018.

### 1. Soutien à des projets dans le domaine de la santé, du handicap et de la lutte contre les inégalités sociales

Le présent rapport propose de soutenir des projets en faveur de la santé, du handicap et de la lutte contre les inégalités sociales. A cette fin, il est proposé d'accorder quatre subventions :

Au titre de la coopération décentralisée avec le Conseil départemental de Rufisque :

- une subvention de **8 000 €** en autorisation de programme au bénéfice du Conseil départemental de Rufisque en faveur de l'appui au développement du parasport ;

Au titre de l'aide à la reconstruction de Beyrouth :

- une subvention de **100 000 €** en autorisation de programme au bénéfice de « For A Sustainable Recovery - Libeirut » en faveur du renforcement des capacités du réseau local décentralisé de soins de santé pour un meilleur accès aux médicaments et aux soins des plus marginalisés ;

Au titre de la coopération décentralisée avec la Commune urbaine d'Antananarivo :

- une subvention de **42 804 €** en autorisation de programme au bénéfice de Médecins du Monde en faveur de l'équipement des plateaux techniques de deux CHU d'Antananarivo dans le cadre de l'Opération Sourire ;

Au titre du dispositif actions internationales et francophonie :

- une subvention de **41 500 €** en autorisation de programme au bénéfice de Racines d'Enfance en faveur de la construction d'une école maternelle à Khodaba (Sénégal). L'ambassade de France au Sénégal, a émis un avis favorable sur ce projet.

### 2. Soutien à des projets dans le domaine de la culture et de la francophonie

Le présent rapport propose de soutenir des projets en faveur de la culture et de la francophonie. A cette fin, il est proposé d'accorder deux subventions :

Au titre des réseaux internationaux et francophonie :

- une subvention de **80 000 €** en autorisation d'engagement au bénéfice de INCO en faveur du soutien à l'édition 2023-2024 du réseau SPRINT d'incubateurs francophones à impact social et environnemental ;

Au titre du dispositif actions internationales et francophonie :

- une subvention de **37 440 €** en autorisation de programme au bénéfice de Energis Libani en faveur de la création de La Maison de la Jeunesse, de la Culture et de la Francophonie à Houmal (Liban). L'Ambassade de France au Liban, a émis un avis favorable.

### **3. Soutien à des projets dans le domaine de l'innovation, la recherche, et l'entrepreneuriat**

Le présent rapport propose de soutenir deux projets en faveur de l'innovation, de la recherche, et de l'entrepreneuriat. A cette fin, il est proposé :

Au titre de la coopération décentralisée avec les Conseils Régionaux du Grand Tunis :

- d'affecter un montant maximum de **90 720 €** d'autorisation de programme au bénéfice d'Expertise France dans le cadre d'une convention de partenariat public-public en faveur de l'appui au démarrage de la station nationale d'innovation et d'entrepreneuriat The DOT ;

Au titre de la coopération décentralisée avec la Municipalité de Pékin :

- d'accorder une subvention de **50 000 €** en autorisation d'engagement au bénéfice du Groupe Ecoles Centrale en faveur de la 4<sup>ème</sup> tranche de la Chaire sur la ville du futur à l'université de Beihang de Pékin.

### **4. Nouvelle affectation de crédits caduques pour le projet « Qualité de vie- Qualité de ville »**

Par délibération n° CP2018-104 du 16 mars 2018, une subvention d'un montant maximum de 450 000 € a été attribuée à Expertise France, pour le projet "Qualité de vie - Qualité de ville". La subvention n'a pas pu être soldée pour des raisons administratives internes à la Région, alors que le projet concerné a bien été réalisé.

Il vous est donc proposé de réaffecter les crédits correspondant au solde de la convention, soit un montant de **111 888,78 €** en autorisation d'engagement, prélevé sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux » du budget 2023.

### **5. Modification de convention sans incidence financière**

Par délibération CP2023-138 du 29 mars 2023, la Région a octroyé une subvention de 100 000 € en autorisation de programme au bénéfice de l'Œuvre d'Orient en faveur de la création d'un service dédié en santé mentale pour le dispensaire de Karagheusian au Liban. En raison de l'inéligibilité de certaines dépenses, il est proposé de modifier par avenant la base subventionnable du projet ; cette modification ne modifie pas le montant de la subvention.

### **6. Convention de partenariat**

A la suite de l'octroi en juillet 2022 d'une subvention de 90 768 € à Plateforme I projets Groupe SOS Jeunesse en faveur du projet d'ouverture d'une école de formation aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration à Casablanca, il est proposé au titre de la coopération décentralisée avec la Région de Casablanca-Settat d'autoriser la signature d'une convention de partenariat avec l'ensemble des parties prenantes de ce projet, et d'acter ainsi l'engagement du Conseil régional de Casablanca-Settat et de la Société marocaine de bienfaisance en sa faveur.

### **7. Aide d'urgence pour le Haut-Karabakh**

La situation d'urgence au Haut-Karabakh, suite au barrage par l'Azerbaïdjan du corridor de Latchine entre l'Arménie et le Haut-Karabakh, nécessite un envoi rapide d'une aide humanitaire.

La Région souhaite contribuer à l'aide humanitaire en faveur des victimes de ce blocus et propose

à ce titre l'attribution d'une subvention de **20 000 €** en autorisation de programme au Conseil national des conseils de coordination arménienne de France.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

### 5ÈME RAPPORT INTERNATIONAL 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2019-434 du 17 octobre 2019 ;

**Vu** la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et la laïcité ;

**VU** la délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre des coopérations décentralisées (Liban, Tunisie, Madagascar, Japon), des dispositifs « actions internationales » et « fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient » ;

**VU** la délibération n° CP 2019-434 du 17 octobre 2019 relative au 3<sup>ème</sup> rapport international 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-398 du 23 septembre 2020 relative au 5<sup>ème</sup> rapport international 2020 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-165 du 1er avril 2021 relative au 2ème rapport international 2021 modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 21 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant sur la révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-138 du 29 mars 2023 relatif au 2<sup>ème</sup> rapport international 2023 ;

**VU** la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative à diverses dispositions en matière de communication institutionnelle, 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

**VU** l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Municipalité de Pékin, le 2 juillet

1987 ;

**VU** l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo signé le 21 décembre 1990 ;

**VU** l'accord de coopération entre la Région Ile-de-France et la Municipalité de Beyrouth signé le 25 janvier 1999 ;

**VU** l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le Comité populaire de Hanoi (Vietnam) signé le 19 décembre 2004 ;

**VU** l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Région de Casablanca-Settat (Maroc) signé le 7 décembre 2016 ;

**VU** l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et les Conseils Régionaux du Grand Tunis (Tunis, Ariana, Ben Arous et Manouba) signé le 14 février 2017 ;

**VU** l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le District Autonomie d'Abidjan signé le 28 février 2018 ;

**VU** l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le conseil départemental de Rufisque signé le 21 octobre 2021 ;

**VU** le budget de la Région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission des relations internationales et des affaires européennes ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-334 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

### ***Article 1 : Mise en œuvre de projets de coopération décentralisée***

#### ***Au titre de la coopération avec le Conseil départemental de Rufisque :***

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec le Conseil départemental de Rufisque, au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution au Conseil départemental de Rufisque d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **8 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type Coopération décentralisée Investissement adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **8 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400306 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n°23006997 à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR

2022-078 du 12 décembre 2022 susvisée.

Au titre de la coopération avec la Commune urbaine d'Antananarivo :

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée la Commune urbaine d'Antananarivo, au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution à Médecins du Monde d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **42 804 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type Coopération décentralisée Investissement adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **42 804 €** disponible sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400306 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Au titre de la coopération décentralisée avec les Conseils régionaux du Grand Tunis :

Affecte à Expertise France, dans le cadre d'une convention de partenariat public-public, une autorisation de programme de **90 720 €** disponible sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400306 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Au titre de la coopération décentralisée avec la Municipalité de Pékin :

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec la Municipalité de Pékin, au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution au Groupe Ecoles Centrale d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type Coopération décentralisée Fonctionnement adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 modifiée susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux » - code fonctionnel 048 « Autres actions » - programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n°23006990 à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisée.

**Article 2 : Attribution d'une subvention au titre de l'aide à la reconstruction**

Décide de participer, au titre de l'aide à la reconstruction, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution à For A Sustainable Recovery - Libeirut d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**.



Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type Aide à la reconstruction – Investissement adoptée par délibération n° 2020-398 du 23 septembre 2020 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **100 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400303 « Aide à la reconstruction » du budget 2023.

**Article 3 : Attribution de deux subventions au titre du dispositif Actions Internationales et de la Francophonie**

Décide de participer, au titre du dispositif « Actions internationales et Francophonie », au financement des deux projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de deux subventions d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **78 940 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type Investissement adoptée par délibération n° CP 2019-434 du 17 octobre 2019 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **78 940 €** disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 « Actions internationales », action 10400308 « Dispositif actions internationales » du budget 2023.

Décide de participer, au titre de la francophonie, au financement du projet détaillé en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution à INCO d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **80 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention type Coopération décentralisée Fonctionnement adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400310 « Réseaux internationaux et francophonie » du budget 2023.

**Article 4 : Nouvelle affectation de crédits caduques concernant le projet "Qualité de vie - Qualité de ville" à Hanoï**

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **111 888,78 €** correspondant au solde de la subvention D1800246 attribuée à Expertise France par délibération CP2018-104 du 16 mars 2018 tel que cela figure dans la fiche projet 23006993 jointe en annexe 4 de la présente délibération, disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n° 23006993 à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisée.

**Article 5 : Modification de la convention avec l'Œuvre d'Orient**

Approuve l'avenant n°1 à la convention et la fiche-projet modifiée n° EX071623 tels qu'ils figurent en annexe 5 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention attribuée à l'Œuvre d'Orient par délibération n° CP 2023-138 du 29 mars 2023 à la signature de l'avenant approuvé à l'alinéa précédent et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 6 : Convention de partenariat entre les différentes parties prenantes concernant le projet d'ouverture d'une école de formation**

Approuve, au titre de la coopération avec le Conseil régional de Casablanca-Settat, la convention de partenariat entre les différentes parties prenantes et concernant l'ouverture d'une école de de formation aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration jointe en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

**Article 7 : Aide d'urgence pour le Haut-Karabakh**

Décide de participer, au titre du fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique, au financement du projet détaillé en annexe 7 à la présente délibération par l'attribution, au Conseil national des conseils de coordination arménienne de France, d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **20 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type Fonds d'intervention d'urgence Investissement, adoptée par délibération n° CP 2021-165 du 1er avril 2021, susvisée modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **20 000 €** disponible sur le chapitre 900, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP 048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400304 « Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n° EX078578 à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisée.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 Coopération décentralisée**

**DOSSIER N° 23006997 - Appui au développement du parasport dans le département de Rufisque (Sénégal)**

**Dispositif** : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV) (n° 00000556)

**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 900-048-2041582-104003-030

Action : 10400306- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	8 000,00 € TTC	100,00 %	8 000,00 €
Montant total de la subvention			8 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE RUFISQUE  
Adresse administrative : RUE OUSMANE SOCE DIOP X PECHOT 99999 ETRANGER  
Statut Juridique : Organisation Internationale  
Représentant : Monsieur PAPA AMADOU FAM, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est motivé par la nécessité d'inscrire la production des équipements sportifs dans les plans de charge des artisans locaux

**Description :**

La Région est partenaire du Conseil départemental de Rufisque pour soutenir le développement du parasport sur son territoire. Elle mobilise pour cela son expertise et accompagne la mise en place de sites équipés et aménagés pour accueillir les parasportifs.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en place des formations à destination des personnes accueillant les parasportifs : entraîneurs, dirigeants de clubs, élus, techniciens des collectivités, médecins, etc. Des formations généralistes ont pu ainsi avoir lieu au premier semestre et des formations plus spécialisées sur le para-tennis de table, le basket-fauteuil, le cécifoot et le para-athlétisme vont être mises en place.

Elles nécessitent l'achat d'équipements sportifs (fauteuils et tables de tennis de table) qui seront ensuite confiés aux clubs partenaires pour accueillir les pratiquants. Les équipements seront produits par des artisans locaux qui ont bénéficié de formations dédiées dans le cadre de partenariats avec des ONG françaises en marge du projet.

**Détail du calcul de la subvention :**

La subvention est consacrée aux dépenses d'investissement présentées

**Localisation géographique :**

🇸🇳 SENEGAL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipement sportif	8 000,00	100,00%
Total	8 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 000,00	100,00%
Total	8 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077362 - EQUIPEMENT DES PLATEAUX TECHNIQUES DE DEUX CHU D'ANTANANARIVO DANS LE CADRE DE L'OPERATION SOURIRE - MADAGASCAR**

**Dispositif** : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV) (n° 00000556)

**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 900-048-20422-104003-030

Action : 10400306- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	42 804,00 € TTC	100,00 %	42 804,00 €
Montant total de la subvention			42 804,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MEDECINS DU MONDE  
Adresse administrative : 84 AV DU PRESIDENT WILSON  
93210 SAINT DENIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Florence RIGAL, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2024 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Les affections chirurgicales représentent un tiers de la charge mondiale de morbidité : chaque année, près de 17 millions de personnes meurent de maladies, de blessures et d'urgences médicales alors que des soins chirurgicaux de base auraient pu les sauver. Pourtant dans de nombreux pays, comme c'est le cas à Madagascar, les opérations de chirurgie réparatrice ne sont pas accessibles : soit leur coût est trop élevé, soit la technique n'est pas proposée par les hôpitaux. Les enfants nés avec des fentes labiopalatines, mais aussi les personnes présentant des séquelles de brûlures et les victimes de tumeurs ou de maladies dues à la pauvreté ne peuvent être soignés. Outre les traumatismes physiques qu'engendrent leurs pathologies, les enfants défigurés sont généralement exclus de la communauté. Les malformations sont sources d'isolement et de grandes souffrances.

Le projet "Opération Sourire" de Médecins du Monde vise à réduire les inégalités d'accès à la chirurgie réparatrice et viscérale pour donner à chacun et en particulier aux enfants les mêmes chances de survie et de développement. Il s'articule autour de 3 axes :

1) médical, avec l'organisation de cinq missions chirurgicales avec une équipe internationale auprès de deux CHU d'Antananarivo partenaires qui permettra également de renforcer les plateaux techniques (appui en équipement, matériel médical et consommables pharmaceutiques) et les

capacités des professionnels de santé locaux (chirurgiens, infirmiers, anesthésistes) via un plan de formation.

2) réinsertion sociale, avec des actions de soutien psychosocial autour des interventions chirurgicales et des sessions de sensibilisation dans les communautés.

3) coordination et plaidoyer, afin de permettre une complémentarité opérationnelle et le développement d'un environnement national favorable à la prise en charge chirurgicale des pathologies et malformations congénitales.

La présente subvention se concentre sur l'équipement des plateaux techniques de deux CHU d'Antananarivo : le CHU Joseph Ravoahangy Andrianavalona (JRA) et le CHU Joseph Dieudonné Rakotovoao (JDR).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Détail du calcul de la subvention :

L'aide permettra de financer l'achat d'équipements et l'assistance à maîtrise d'ouvrage. La Fondation L'Oréal et la Fondation Gertrude Hirzel contribuent également au projet, sur les volets en fonctionnement.

#### Localisation géographique :

 MADAGASCAR

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Appareils d'anesthésie double cuve	16 399,10	38,31%
Bistouris électriques 300W	4 932,10	11,52%
Moniteurs de surveillance 6 paramètres	4 166,85	9,73%
Aspirateurs chirurgicaux 40l/mn	1 055,15	2,47%
Poupinels 50L	2 595,00	6,06%
Pèse personne à aiguille avec toise	98,47	0,23%
Pèse bébé à aiguille	47,73	0,11%
Cuves sevofluranes	2 409,60	5,63%
Petits équipements nécessaires à l'installation des équipements	5 000,00	11,68%
Assistance à maîtrise d'ouvrage	6 100,00	14,25%
Total	42 804,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	42 804,00	100,00%
Total	42 804,00	100,00%



**DOSSIER N° 23006990 - SOUTIEN AU GROUPE DES ECOLES CENTRALE POUR LA CHAIRE  
SUR LA VILLE DU FUTUR A L'UNIVERSITE BEIHANG DE PEKIN - TRANCHE 4**

**Dispositif** : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 930-048-65748-104003-030

Action : 10400311- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	50 000,00 € TTC	100,00 %	50 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : GROUPE DES ECOLES CENTRALE

Adresse administrative : 8 RUE JOLIOT CURIE  
91190 GIF-SUR-YVETTE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Gilles FLEURY, Délégué général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 29 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il est nécessaire pour le bon déroulement du projet de recruter un stagiaire et un postdoc avant le début de la rentrée universitaire.

**Description :**

Inscrite dans le programme d'actions conjointes signé entre la Région et la Municipalité de Pékin en juin 2018, la création d'une chaire conjointe Groupe des Ecoles Centrale (GEC) et l'Université de Beihang, tous deux opérateurs de l'Ecole Centrale Pékin, a pour but de former de jeunes ingénieurs chinois et franciliens (postdoctorants, doctorants et stagiaires) sur la thématique de la ville durable et économe en énergie dans un contexte international de lutte contre le changement climatique. Ce projet a déjà permis de financer les travaux de plusieurs doctorants et post-doctorants franciliens et chinois. Les établissements français et chinois assurent ainsi conjointement la gestion de la Chaire. Cette quatrième subvention permet de poursuivre la réalisation du projet.

Les actions prévues sont les suivantes :

- Poste de chercheur postdoctoral au Laboratoire de génie industriel (LGI) de Centrale Paris pour une durée de 6 mois ;
- Stagiaire / étudiant en master au LGI pour une durée de 6 mois ;
- Encadrement, collaboration et échange scientifique avec des doctorants et des étudiants de

master en Chine ;

- Organisation d'un séminaire de recherche bihebdomadaire en ligne ;
- Organisation d'un atelier de recherche et d'un événement public ;
- Visites et séjours de recherche.

Le laboratoire fournira des outils d'analyse et de prévision, ainsi que des recommandations à destination des collectivités partenaires qui co-financent le projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Détail du calcul de la subvention :

Cette subvention correspond au versement de la quatrième tranche de la participation de la région au budget total du projet (400 000 €). La partie chinoise, la Ville de Pékin, finance le projet pour un même montant dans le cadre d'une convention séparée.

Elle porte sur le recrutement d'un post-doctorant et d'un stagiaire, des frais de déplacement, de gestion et d'organisation de la Chaire par les coordinateurs français du projet.

#### Localisation géographique :

 CHINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût du chercheur post-doctoral	30 000,00	60,00%
Coût étudiant/stagiaire Master	5 000,00	10,00%
Coût du co-directeur français du laboratoire	5 000,00	10,00%
Coût du management en Chine	6 000,00	12,00%
Coût du support GEC	4 000,00	8,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

## **Annexe 2 Fiche projet - Aide à la reconstruction**

**DOSSIER N° 23007358 - RENFORCEMENT D'UN RESEAU DE SANTE – BEYROUTH - MONT LIBAN, LIBAN**

**Dispositif** : Aide à la reconstruction - Investissement (n° 00000544)

**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 900-048-20422-104003-030

Action : 10400303- Aide à la reconstruction

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la reconstruction - Investissement	125 000,00 € TTC	80,00 %	100 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FOR A SUSTAINABLE RECOVERY - LIBEIRUT

Adresse administrative : Rue le bon Pasteur - BEYROUTH

Statut Juridique : Association

Représentant : Nada Hjeily, Directrice

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1<sup>er</sup> octobre 2023 – 1<sup>er</sup> avril 2023

Démarrage anticipé de projet : non

**Description :**

L'ONU estime que 78% des Libanais vivent en dessous du seuil de pauvreté – quelque trois millions de personnes –, dont 36% de la population vivant dans l'extrême pauvreté. En outre, 50% de la population n'a pas accès à la couverture sociale nationale ou police d'assurance médicale

Aussi les services de soins de santé sont-ils hors de portée pour beaucoup, 80% des établissements de santé étant privés et le secteur public ayant été longtemps négligé.

En réponse à cette situation, l'ONG libanaise For a sustainable Recovery - LiBeirut a conçu un projet consistant à renforcer sur le territoire de Beyrouth - Mont Liban un réseau de santé constitué de l'hôpital Saint-Joseph (situé à Dora, en banlieue nord-est de Beyrouth) et de centres de santé primaire. La tête de réseau (hôpital Saint-Joseph) est dotée d'un système énergétique autonome (photovoltaïque) ; en contrepartie, l'hôpital garantit un accès gratuit aux patients du réseau.

Les 4 centres de santé primaire suivants sont ciblés :

- Dispensaire Intercommunautaire médical de Nabaa (Mont Liban) ;
- Centre de médecine de famille d'Ashrafieh (Beyrouth) ;
- Dispensaire Jésuite - Cercle de la jeunesse Catholique (CJC) de Monot (Beyrouth) ;
- Dispensaire Sainte-Lourdes à Ghadir (Mont Liban).

**Détail du calcul de la subvention :**

La subvention porte sur les **dépenses d'investissement du projet**.

**Localisation géographique :**

 LIBAN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installations solaires	125 000,00	75,99%
Expertise technique	5 824,00	3,54%
Coordination médicale	27 300,00	16,60%
Etudes	6 370,00	3,87%
Total	164 494,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	60,79%
For a sustainalbe Recovery - LiBeirut	64 494,00	39,21%
Total	164 494,00	100,00%

## **Annexe 3 Fiches projets - Dispositif Actions internationales et francophonie**

**DOSSIER N° EX071639 - CREATION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE A HOUAML - LIBAN**
**Dispositif** : Actions internationales - Dépenses d'investissement (n° 00001016)

**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 900-048-20422-104003-030

Action : 10400308- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	48 800,00 € TTC	76,72 %	37 440,00 €
<b>Montant total de la subvention</b>			37 440,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ENERGIS LIBANI  
 Adresse administrative : 12 AVENUE D'EYLAU  
 75016 PARIS 16E ARRONDISSEMENT  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur WALID FEGHALI, Président

**PRESENTATION DU PROJET**
**Dates prévisionnelles** : 1<sup>er</sup> octobre 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : non

**Description :**

Situé en milieu rural à 25 km de Beyrouth dans le gouvernorat de Mont Liban, le village de Houmal a entrepris, avec l'appui de son partenaire francilien Energis Libani, de se doter d'un centre culturel francophone pour relever les défis d'un système éducatif en crise et d'une francophonie déclinante.

Le projet consiste à aménager et équiper un local dans le village de Houmal, au bénéfice de sa population et de celle des villages environnants, pour en faire un lieu d'accueil culturel destiné à la petite enfance, à la jeunesse et aux jeunes adultes.

La Maison de la jeunesse, de la culture et de la francophonie d'Houmal, dotée d'un espace numérique, d'un espace de travail et de documentation, proposera des activités hebdomadaires et des ateliers linguistiques, des stages de préparation au bac, des conférences/débats et autres rencontres avec des personnalités.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**

La subvention couvrira une partie des frais de réhabilitation, d'aménagement et d'équipement photovoltaïque de la Maison de la jeunesse, de la culture et de la francophonie d'Houmal.

**Localisation géographique :**
 LIBAN

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux gros œuvre et second œuvre	38 800,00	79,51%
Equipement photovoltaïque	10 000,00	20,49%
Total	48 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	37 440,00	76,72%
SIGEIF	10 000,00	20,49%
Energis Libani	1 360,00	2,79%
Total	48 800,00	100,00%



**DOSSIER N° EX077346 – CONSTRUCTION D'UNE MATERNELLE EN ZONE RURALE, A KHODABA - SENEGAL**

**Dispositif** : Actions internationales - Dépenses d'investissement (n° 00001016)

**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 900-048-20422-104003-030

Action : 10400308- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	83 000,00 € TTC	50,00 %	41 500,00 €
Montant total de la subvention			41 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : RACINES D'ENFANCE  
Adresse administrative : 52 RUE DU BAC  
75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame PATRICIA MOWBRAY, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 novembre 2023 - 1 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Seulement 20% des enfants africains bénéficient d'une prise en charge préscolaire. Pourtant, l'accueil précoce d'enfants entre 3 à 7 ans dans un cadre structuré et spécifique est un facteur de réduction des inégalités sociales surtout dans les zones rurales ou isolées. La construction de l'école maternelle permettra de les préparer à intégrer avec succès l'école primaire grâce à un enseignement adapté et aux mères de libérer un temps précieux pour développer des activités génératrices de revenus (maraichage, artisanat).

Outre les apprentissages fondamentaux, cette préscolarisation permettra de répondre aux besoins nutritionnels, souvent défaillants, grâce à la cantine scolaire et un suivi médical des élèves. Par ailleurs, on estime que 95 millions d'enfants de moins de 5 ans en Afrique subsaharienne ne sont pas déclarés. Cette prise en charge précoce permettra également leur inscription à l'état civil, première étape à l'existence juridique d'un enfant.

Un partenariat a été signé avec le Ministère de l'Education Nationale (MEN) qui affectera et rémunérera les instituteurs. L'école sera composée de 3 salles de classe, d'une cuisine, d'un préau-réfectoire, d'un jardin potager, d'un bureau et de sanitaires. Elle accueillera près de 400 enfants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**

La subvention porte sur les dépenses d'investissement présentées

**Localisation géographique :** SENEGAL**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction de 3 salles de classe	39 102,00	47,11%
Préau-réfectoire	11 134,00	13,41%
Sanitaires	6 882,00	8,29%
Aménagements extérieurs	15 374,00	18,52%
Cuisine et bureau	10 508,00	12,66%
Total	83 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	41 500,00	50,00%
Dons Entreprise et association	35 000,00	42,17%
Fonds propres	6 500,00	7,83%
Total	83 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23006979 - SOUTIEN AU RESEAU SPRINT D'INCUBATEURS FRANCOPHONES A IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL – EDITION 2023-2024**

**Dispositif** : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 930-048-65748-104003-030

Action : 10400310- Réseaux internationaux et francophonie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	157 040,00 € TTC	50,94 %	80 000,00 €
<b>Montant total de la subvention</b>			80 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : INCO ORG  
 Adresse administrative : 3 BD SAINT MARTIN  
 75003 PARIS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur NICOLAS HAZARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1<sup>er</sup> octobre 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : non

**Description :**

Le projet SPRINT – Start Up Paris Région International – a été initié en 2017 par la Région en partenariat avec INCO, en vue de soutenir le développement d'entreprises innovantes, à impact social et environnemental, installées dans les pays partenaires de la Région et pour qui la langue française constitue un socle commun.

Une évaluation menée en 2021 a conclu à la nécessité de donner une nouvelle impulsion au projet, en le confortant dans sa vocation en faveur d'une nouvelle économie durable et inclusive plus que jamais d'actualité, en le recentrant sur la mise en réseau d'incubateurs francophones (dont franciliens) et en améliorant sa gouvernance.

A l'issue de l'édition 2022-2023, le réseau, constitué de 33 incubateurs situés sur les territoires partenaires de la Région et en Ile-de-France, a accompagné 55 startups (dont plus de la moitié portée par des femmes). Ces startups ont permis la création 54 emplois ; 25% des startups accompagnées ont réussi à lever des fonds (pour un montant total de 110 555 €). Le sommet SPRINT international, coorganisé avec le Département de Rufisque, a réuni les meilleures startups de chacun des territoires à Dakar le 25 avril dernier.

Pour la session 2023-2024, il s'agira notamment :






- d'accompagner le développement d'au moins 60 entreprises à fort impact social et environnemental (dont 20 franciliennes) et la création d'emplois dans les territoires partenaires ;
- de favoriser les échanges avec les structures franciliennes et les flux d'affaires entre les destinations et l'Ile-de-France ;
- de faire de la francophonie un atout dans le développement des entreprises et incubateurs membres (organisation de prix locaux et du sommet international) ;
- de renforcer les capacités des collectivités territoriales et incubateurs partenaires ainsi que l'identité du réseau (les collectivités partenaires définiront les termes des appels à candidatures de startups, en cohérence avec leurs priorités).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**

La subvention porte sur les dépenses de fonctionnement présentées

**Localisation géographique :**

-  COTE D'IVOIRE
-  MAROC
-  MADAGASCAR
-  SENEGAL
-  TUNISIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipes et accompagnement	103 600,00	65,97%
Communication, événement et missions internationales	32 800,00	20,89%
Frais de mission à l'étranger	4 640,00	2,95%
Coordination locale du projet	16 000,00	10,19%
Total	157 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	80 000,00	50,94%
INCO	77 040,00	49,06%
Total	157 040,00	100,00%

## **Annexe 4 Nouvelle affectation projet Qualité de vie Qualité de ville**

**DOSSIER N° 23006993 - NOUVELLE AFFECTATION DE SUBVENTION - DOSSIER D1800246 -  
PROJET "QUALITE DE VIE - QUALITE DE VILLE" : AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT  
URBAIN A HANOI**

**Dispositif** : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 930-048-65748-104003-030

Action : 10400311- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	111 888,78 € TTC	100,00 %	111 888,78 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		111 888,78 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : EXPERTISE FRANCE  
 Adresse administrative : 40 BOULEVARD DE PORT ROYAL  
 75005 PARIS  
 Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
 Représentant : Monsieur Jérémie PELLET, Directeur

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 16 mars 2018 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet s'est déroulé comme prévu mais le versement du solde n'a pas pu se faire. La convention étant devenue caduque, son solde fait l'objet d'une nouvelle affectation.

**Description :**

Conformément à la délibération CP2018-104 du 16 mars 2018, EXPERTISE FRANCE a assuré dans le cadre du projet "Qualité de vie - Qualité de ville" :

- la mobilisation de son réseau d'experts et a procédé au recrutement d'experts locaux et internationaux, dont une cheffe de projet ;
- la gestion de missions assurées par des agents de la Région Île-de-France ;
- la gestion de missions pour des entreprises franciliennes et organismes associés ;
- le paiement de diverses prestations (organisation des colloques, des événements, design, traduction, transport, etc.).

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de la subvention 2018 s'élevait à 450 000 €, dont 250 000 € de reversement de la subvention de l'Agence française de développement.

La caducité de la convention ayant été atteinte avant le versement du solde, le montant de la réaffectation du solde est de 111 888,78 € - soit 24,86 % du montant total - et doit permettre de couvrir la rémunération, les prestations, les frais de déplacement, de représentation et de fonctionnement du projet "Qualité de vie - Qualité de ville".

**Localisation géographique :**

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais liés au fonctionnement du projet "Qualité de vie - Qualité de ville"	111 888,78	100,00%
Total	111 888,78	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	111 888,78	100,00%
Total	111 888,78	100,00%

## **Annexe 5 Avenant à la convention n°EX0716223 avec l'Oeuvre d'Orient**



## **Avenant n°1 à la convention n°EX071623**

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP 2023-334 du 21 septembre 2023,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,  
et

Le bénéficiaire dénommé : Œuvre d'Orient  
dont le statut juridique est : association  
N° SIRET : 784 286 007 00017  
dont le siège social est situé au 20 rue du regard 75006 Paris  
ayant pour représentant Monsieur Jean-Yves TOLOT, président  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

### **Article 1 :**

L'article 1 est modifié comme suit :

1° Dans le premier alinéa, les mots : « Par délibération CP2023-138 du 29 mars 2023 » sont remplacés par les mots « CP2023-138 du 29 mars 2023 et N° CP 2023-334 du 21 septembre 2023 » ;

2° Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100,00 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 100 000 €, soit un montant maximum de subvention de 100 000 €. »

### **Article 2 :**

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale et la fiche-projet adoptée par délibération n° CP 2023-138 du 29 mars 2023, ainsi que l'avenant n°1 par la délibération n°CP2023-241 du 5 juillet 2023 et le présent avenant.

### **Article 3 :**

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Ile France

Madame Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire  
Œuvre d'Orient

Monsieur Jean-Yves TOLOT, Président

**DOSSIER N° EX071623 - CREATION D'UN SERVICE DEDIE A LA SANTE MENTALE  
POUR LE DISPENSAIRE DE KARAGHEUSIAN - LIBAN**

**Dispositif** : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)  
(n° 00000556)

**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 900-048-20422-104003-030

Action : 10400306- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	100 000,00 € TTC	100,00 %	100 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : OEUVRE D ORIENT  
Adresse administrative : 20 RUE DU REGARD  
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur DAMIEN CHENEL, Responsable financier

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1<sup>er</sup> avril 2023 – 1<sup>er</sup> octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : non

**Description :**

La forte dégradation de la situation économique libanaise depuis 2019 ainsi que l'explosion du port de Beyrouth en août 2020 ont eu un impact significatif sur la santé mentale des Libanais, secteur médical relativement peu investi au Liban historiquement.

Crée en 1946, le centre médical Karagheusian situé à Bourj Hammoud apporte des soins de santé et un support psychologique aux habitants du quartier. Depuis la crise socio-économique, le nombre de patients accueillis par ce centre s'est considérablement accru (20 000 patients en 2013, 130 000 patients en 2021).

Afin d'accroître ses capacités d'accueil jusqu'à 150 000 patients par an, le centre Karagheusian souhaite rénover un bâtiment qui jouxte les locaux déjà existants, et qui lui permettra d'ouvrir une unité dédiée à la santé mentale particulièrement orientée vers les enfants (6 salles d'exams et de salles d'attente).

L'objectif de la subvention est donc de soutenir les travaux de rénovation du bâtiment dédié à la santé mentale (Travaux de gros œuvre sur le bâtiment, remplacement des portes et

fenêtres, rénovation de l'électricité, installation de panneaux solaires)

La subvention sera intégralement reversée au partenaire local : le dispensaire Karagheusian, qui conduira les travaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

La subvention porte sur les dépenses d'investissement du projet (l'Œuvre d'Orient prend en charge les dépenses de fonctionnement du projet, estimées à 50 000 €).

**Localisation géographique :**

 LIBAN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation du centre et de création d'une unité mentale	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

## **Annexe 6 Convention de partenariat NAFASS**



## CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, France, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP 2023-334 du 21 septembre 2023,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Le Conseil régional de Casablanca-Settat dont le siège est situé Boulevard Victor Hugo – Hay et Ahbass Casablanca, Royaume du Maroc, représenté par son président, Monsieur Abdellatif MAZOUZ,  
En vertu de la délibération du 2 octobre 2023,  
ci-après dénommé « la Région de Casablanca-Settat »

d'autre part,

La Société marocaine de bienfaisance, association de droit marocain déclarée régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, reconnue d'utilité publique par Dahir du 12 Juillet 1920 (B.O N° 407 du 10 Aout 1920), régie par les dispositions du Dahir n°1-58-376 du 15 novembre 1958 réglementant le droit des associations, ayant son siège social sis 22, rue El Oqhwane, Mers Sultan, Casablanca, Maroc, représentée par M. Frédéric BAILLY, en sa qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes,  
ci-après dénommée « Société marocaine de bienfaisance »

d'autre part,

et

Plateforme I projets Groupe SOS Jeunesse, association de loi 1901, dont le siège est situé au 102 b rue Amelot, 75011 Paris, immatriculée sous le numéro N° SIRET 775685506 01250, représentée par Madame Sophie Ferracci, sa Présidente,  
ci-après dénommée « Plateforme I »

### PREAMBULE :

La Région Ile-de-France développe un partenariat de coopération décentralisée avec la Région de Casablanca-Settat depuis 2016.

Le projet NAFASS conçu par Plateforme i et la Société Française de Bienfaisance de Casablanca a pour objectif général de contribuer à l'intégration socio-professionnelle de jeunes défavorisés en région de Casablanca-Settat par la formation professionnelle aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration et la promotion des arts de la table et culinaires français.

Ce projet, d'une durée de 3 ans, est mis en œuvre en partenariat avec la Société Française de bienfaisance, la Région Île-de-France et la Région de Casablanca-Settat.

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les rôles et responsabilités réciproques des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre du projet NAFASS.

### **Objectif global du projet :**

- Contribuer à l'intégration socio-professionnelle de jeunes défavorisés au Maroc par la formation professionnelle aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration et la promotion des arts de la table et culinaires français.

### **Objectifs spécifiques :**

- Favoriser l'insertion socio-professionnelle de jeunes défavorisés par la formation professionnelle gratuite aux métiers de l'hôtellerie et la restauration ;
- Sensibiliser et accompagner les employeurs dans l'insertion professionnelle des NEET ;
- Participer à la promotion du patrimoine et de l'art culinaire français ;
- Renforcer les liens économiques et culturels entre le Maroc et la France grâce à des partenariats durables entre diverses structures locales.

A l'issue de ce projet, il est attendu que 96 jeunes aient pu bénéficier d'une formation de 4 mois, alternant entre apprentissage au sein de l'Ecole de Formation Professionnelle (EFP) aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration créée dans le cadre du projet avec l'appui pédagogique de l'équipe de Cuisine Mode d'Emploi(s) (école de formation fondée par le chef étoilé Thierry Marx, qui sera le parrain de l'EFP), et stage en entreprise (dont le groupe ACCOR).

## ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

La mise en œuvre du projet est rendue possible par la mobilisation des partenaires conformément à la description du projet présentée à l'article 1.

A cette fin, chacun des partenaires s'engage à :

- Mobiliser ses ressources humaines et matérielles pour assurer le pilotage global, la mise en œuvre et le suivi du projet ;
- Informer les partenaires de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, changement d'adresse du siège social ;
- Informer les partenaires des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- Informer les partenaires par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

A cette fin, Plateforme I s'engage à :

- Assurer un appui technique sur le cadrage initial du projet,
- Assurer un suivi dans la durée (co-pilotage du projet),
- Assurer un suivi administratif et financier ;
- Contribuer au projet via une formation des managers dans la restauration à Casablanca pour l'intégration et accompagnement des jeunes dans leur entreprise ;
- Participer (en fonds propres) au projet ;
- Mobiliser d'autres partenaires financiers ;

- Informer les partenaires de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, changement d'adresse du siège social ;
- Informer les partenaires par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

A cette fin, la Société française de bienfaisance s'engage à :

- Porter le projet sur le terrain en recrutant une équipe dédiée au projet ;
- Assurer le sourcing des bénéficiaires, le recrutement des formateurs locaux ;
- Veiller au déploiement du programme, à la mise en place et à la gestion de l'école de formation professionnelle.

A cette fin, la Région Île-de-France s'engage à :

- Soutenir financièrement le projet par le versement d'une subvention de 90 768 € accordée à Plateforme par délibération du 7 juillet 2022 N°CP2022-278, dédiée aux frais de l'équipement de la cuisine du restaurant d'application NAFASS de Casablanca ;
- Participer au comité de pilotage du projet ;
- Participer au suivi du projet.

A cette fin, la Région de Casablanca-Settat s'engage à :

- Soutenir financièrement le projet par le versement d'une subvention de 31 086 € accordée à la Société marocaine de bienfaisance par délibération du 2 octobre 2023, dont l'objectif est de couvrir les frais de transport de 96 jeunes par an, pendant 3 ans.
- Participer au comité de pilotage du projet ;
- Participer au suivi du projet.

### ARTICLE 3 : DISPOSITION FINANCIERES

La mise en œuvre du projet mobilise des ressources financières qui ont fait l'objet d'une évaluation partagée entre les partenaires. Le plan de financement prévisionnel du projet figure en annexe 1 à la présente convention. Chaque partenaire à la convention s'engage à mobiliser les moyens nécessaires à la bonne réalisation des actions dont il a la responsabilité conformément au plan de financement prévisionnel figurant en annexe 1. Les montants prévisionnels indiqués ne sauraient toutefois constituer un engagement ferme pour chacun des partenaires.

En effet, la mobilisation effective des moyens financiers indiqués demeure soumise aux procédures internes d'engagement de crédits de chacun des partenaires. Par ailleurs, le subventionnement de ce projet fera l'objet de conventions spécifiques décrivant les modalités de versement propres à chaque partenaire.

### ARTICLE 4 : GOUVERNANCE

Un comité de pilotage du projet, composé des services des différents partenaires, prend les décisions de mise en œuvre du projet, statue sur toute réorientation du projet, et évalue *in fine* le projet. Il se réunit autant que de besoin — a minima 3 fois par an en visio-conférence.



## ARTICLE 5 : RÉSULTATS ATTENDUS, ACTIVITÉS À METTRE EN ŒUVRE

### **Résultat 1.1 : plus de 90 jeunes sont diplômé.e.s chaque année de l'Ecole de formation aux métiers de la restauration**

- Activité 1.1.1 : constitution de l'équipe de l'Ecole :
  - Sourcing des formateurs métiers (Base de données OFPPT/Recommandations partenaires privés)
  - Formation de 2 formateurs à l'ingénierie pédagogique Cuisine Mode d'Emploi(s) (1 cuisine/ 1 salle) + chef de partie (en renfort du formateur cuisine)
- Activité 1.1.2 : aménagement et équipement du local de formation (le restaurant NAFASS)
- Activité 1.1.3 : sélection de 24 apprentis par promotion :
  - Mobilisation des associations de quartiers partenaires pour informer les jeunes des quartiers défavorisés sur l'opportunité de formation
    - Organisation du Forum des métiers pour présenter la formation NAFASS et les perspectives de carrière en présence des professionnels du secteur
  - Traitement des candidatures
  - Pré sélection de 36 personnes
  - Stage découverte de 3 jours pour sélectionner les participant.e.s (mobilisation des restaurateurs privés pour accueillir les apprentis sélectionnés pour le stage de découverte.)
  - Sélection finale de 24 étudiants suite au stage découverte (12 salle / 12 cuisine)
- Activité 1.1.4 : mise en place de programmes formation pendant 1 mois dédiés et adaptés aux besoins des bénéficiaires :
  - Planification et déploiement des modules de la formation découverte
  - Organisation des ateliers Soft Skills
  - Animation du module de sensibilisation à l'entrepreneuriat social pour les NEET UPSHIFT (programme de l'UNICEF)
  - Organisation des formations en mathématiques de base et langue française FLE et communication de cuisine
  - Suivi hebdomadaire des apprentis
  - Evaluation de fin de séquence afin d'identifier les risques d'abandon
- Activité 1.1.5 : déploiement de la formation métiers pendant 2 mois :
  - Planification et déploiement des modules métiers cuisine et service
  - Participation active des apprentis à l'exploitation du restaurant d'application (confrontation avec une clientèle réelle)
  - Debrief quotidien du service de la veille (mise en place des actions correctives)
  - Suivi hebdomadaire des apprentis (évaluation comportementale et des montées en compétences)
  - Organisation d'un déjeuner d'honneur de fin de cycle de formation (invitation des partenaires)
- Activité 1.1.6 : affectation des apprentis en stage d'entreprise d'1 mois :
  - Suivi hebdomadaire des stagiaires
  - Suivi hebdomadaire avec les maîtres de stage
  - Evaluation finale des compétences métier
- Activité 1.1.7 : cérémonie de remise des diplômes aux lauréats

### **Résultat 1.2 : 90% des jeunes diplômé.e.s de l'école de formation sont inséré.e.s/embauché.e.s au sein de restaurants ou hôtels au Maroc**

- Activité 1.2.1 : partenariat avec les établissements privés de restauration :
  - Mobilisation des partenaires privés pour le placement et l'insertion professionnelles des lauréats
- Activité 1.2.2 : partenariat avec l'Anapec pour faciliter le recrutement des lauréats dans les établissements privés

Activité 1.2.3 : suivi des lauréats jusqu'à 12mois par l'équipe /

- 1 réunion collective tous les mois pendant 12 mois (tous les apprenti.e.s); et réunion individuelle en cas de difficulté
- Suivi mensuel avec les tuteurs dans les entreprises

**Résultat 2 : les capacités des collaborateurs (tuteurs ou maîtres d'apprentissage) des 30 entreprises partenaires sont renforcées afin de leur permettre d'accompagner les jeunes recrues issues de milieux défavorisés durant leur période de stage/formation**

Activité 2.1 : formation et suivi des collaborateurs des entreprises partenaires à l'accueil et la collaboration avec les apprentis de l'école, afin de trouver l'équilibre entre la bienveillance et le professionnalisme :

- Se situer comme tuteur/tutrices
- Comprendre le rôle et mission de chacun (nouveau recrue/tuteur/directeur)
- La communication professionnelle
- Comment accueillir le nouveau recrue
- Etablir un bilan de fin de parcours pour le.e professionnel.le accompagné

Activité 2.2 : intervention des collaborateurs dans l'école pour échanger et inspirer les apprentis (transfert de vie)

Activité 2.3 : organisation de focus groups avec les collaborateurs des entreprises pour l'amélioration continue de la formation et la méthode d'accueil des apprentis

**Résultat 3 : plus de 250 personnes sont sensibilisées aux patrimoines culinaires et aux enjeux du tourisme durable**

Activité 3.1 : organisation de 15 MasterClass Cuisine pour le grand public avec les apprentis

Activité 3.2 : organisation de 15 discussion live et /ou physique avec des experts du domaine de la restauration et du tourisme

Activité 3.3 : activités AGR :

- 3 Services de traiteur dans les événements
- Service journalier du Restaurant-école Nafass
- 15 Team Building pour les entreprises 15 ateliers cuisine thématique : cuisine anti-gaspi / saisonale /.... etc.
- 3 diners Gala

ARTICLE 6: DISPOSITIF D'ÉVALUATION DU PROJET

Le suivi et évaluation se fera en interne par la Société française de bienfaisance de Casablanca, avec une promotion pilote de 24 apprentis qui fera la base du développement du projet. Les indicateurs de performances clé du projet seront les suivants :

- Diagnostic d'entrée et de sortie de la formation
- Suivi hebdomadaire de présence des apprentis par genre dans l'école.
- La variation du nombre d'apprentis par genre à l'entrée et à la sortie du programme.
- Suivi post programme jusqu'à 12 mois pour les alumni en difficulté.
- Le nombre d'apprentis impliqués dans les événements de l'école.
- Retour des clients (questionnaires de satisfaction clients)
- Compte-Rendu d'activité de formation et en entreprises
- Evaluations de fin de formation

- Taux d'embauche post formation

#### ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité du projet, chacun des partenaires s'engage à faire apparaître la contribution des autres partenaires pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ces soutiens prend la forme de l'apposition du logo des autres partenaires conformément à leurs chartes graphiques respectives.

Chacun des partenaires autorise à titre gracieux les autres partenaires à utiliser les résultats du projet (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à son action. Aucun partenaire ne revendique de droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par l'un des partenaires est interdite.

#### ARTICLE 8 : ENTREE EN VIGUEUR

La convention prend effet au jour de sa signature par les parties. Elle a une durée de 3 ans : renouvelable tous les ans selon les résultats des indicateurs. Elle prend fin à l'issue du comité de pilotage de clôture du projet.

#### ARTICLE 9 : MODIFICATION ET RESILIATION

Les éventuelles modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable entre les partenaires. Cet accord sera matérialisé par un avenant au document initial, qui stipulera les modifications correspondant aux changements apportés. La signature de chaque avenant devra être autorisée conformément aux procédures internes de chacun des partenaires.

En cas de litige, les partenaires s'engagent à rechercher une solution à l'amiable. Si aucun accord n'est trouvé, chacun des partenaires peut résilier la présente convention. La résiliation prend effet au terme d'un délai de trois mois à compter de la notification de la demande de résiliation.

Tout litige ou différend entre les partenaires relatif à l'interprétation et/ou l'exécution et/ou la résiliation et/ou à la validité de la présente convention (ou de l'une quelconque de ses clauses) qui n'aurait pu être réglé à l'amiable sera soumis aux tribunaux compétents.

Fait à ..... en langue française et en 4 exemplaires originaux

Le

La Présidente du Conseil régional d'Ile France

Le

La Présidente de Plateforme I

Le

Le président du Conseil régional de  
Casablanca-Settat

Le

Le Président de la Société marocaine de  
bienfaisance

# ANNEXE 1 – BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNELS

Dépenses			Recettes		
NATURE DES DÉPENSES	MONTANT TTC	% par rapport au total TTC	NATURE DES RECETTES	MONTANT	% par rapport au total TTC
<b>1. Activités</b>	<b>291 681</b>	<b>73,41%</b>	<b>Aides publiques</b>	<b>90 768</b>	<b>22,84%</b>
<b>1.1 Equipements, matériels, consommables</b>	<b>71 223</b>	<b>18%</b>	Europe	0	0,00%
<b>1.2 Infrastructure, construction, réhabilitation</b>	<b>28 837</b>	<b>7%</b>	Etat	0	0,00%
<b>1.3 Formations, sensibilisation, plaidoyer, communication</b>	<b>59 683</b>	<b>15,02%</b>	Région	90 768	22,84%
<b>1.4 Fonds / dotations (AGR, microcrédits, microprojets...)</b>	<b>11 109</b>	<b>2,80%</b>	Département	0	0,00%
<b>1.5 Ressources humaines techniques intervenant directement sur les activités</b>	<b>80 593</b>	<b>20,28%</b>	Commune	0	0,00%
<b>1.6 Frais de déplacement des RH techniques intervenant directement sur les activités</b>	<b>6 638</b>	<b>1,67%</b>		0	0,00%
<b>1.7 Etudes / expertises / capitalisation</b>	<b>33 598</b>	<b>8,46%</b>		0	0,00%
<b>2. Frais de coordination et de pilotage du projet</b>	<b>76 218</b>	<b>19,18%</b>	<b>Autofinancement</b>	<b>135 476</b>	<b>34,10%</b>
<b>2.1 Niveau local</b>	<b>57 369</b>	<b>14,44%</b>	Fonds propres	0	0,00%
<b>2.2 Niveau international</b>	<b>18 849</b>	<b>4,74%</b>	AGR	135 476	34,10%
<b>3. Coûts indirects</b>	<b>29 432</b>	<b>7,41%</b>		0	0,00%
			<b>Autres (à préciser)</b>	<b>171 086</b>	<b>43,05%</b>
			Accor Solidarity	40 000	10,06%
			DCI Monaco	100 000	25,16%
			Région Casa Settati	31 086	7,82%
				0	0,00%
<b>6. Coût total du Projet</b>	<b>397 330</b>	<b>100%</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>397 330</b>	<b>100,00%</b>

## **Annexe 7 Fiche projet - Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique**

**DOSSIER N° EX078578 - Envoi d'aide humanitaire pour les réfugiés de la République autonome du Haut-Karabakh**

**Dispositif** : Fonds d'intervention d'urgence (investissement) (n° 00000644)

**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016

**Imputation budgétaire** : 900-048-20421-104003-030

Action : 10400304- Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	60 482,00 € TTC	33,07 %	20 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CCAF CONSEIL NATIONAL DES CONSEILS  
DE COORDINATION ARMENIENNE DE  
FRANCE

Adresse administrative : 118 RUE DE COURCELLES  
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur SAMUEL SHNORHOKIAN, Secrétaire général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 août 2023 - 30 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La situation d'urgence au Haut-Karabakh nécessite un envoi rapide de l'aide humanitaire.

**Description :**

Le 12 décembre 2022, l'Azerbaïdjan a mis en place un barrage sur le corridor de Latchine, unique point de passage entre l'Arménie et le Haut-Karabakh, république autonome située en Azerbaïdjan où vivent 120 000 Arméniens. Depuis plusieurs mois, aucun convoi humanitaire n'est parvenu à passer le barrage. Le Haut-Karabakh subit aujourd'hui des coupures d'électricité, d'eau et de chauffage, et les pénuries de biens d'alimentation sont de plus en plus fréquentes, laissant apparaître un risque de famine.

Le projet consiste à faire parvenir un convoi humanitaire contenant des produits de première nécessité au Haut-Karabakh. Le convoi contiendra essentiellement de l'alimentation infantile, des générateurs d'électricité et d'autres systèmes énergétiques.

Le convoi a acheminé l'aide humanitaire le 30 août 2023 jusqu'au corridor de Latchine, mais celui-ci n'est pas parvenu à briser le blocus. L'aide devrait donc être réorientée vers les populations ayant réussi à fuir le territoire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**

La subvention est consacrée aux dépenses d'investissement présentées.

**Localisation géographique :**

🇦🇲 ARMENIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'alimentation infantile	108 391,00	59,56%
<b>Achats de générateurs électriques et d'autres systèmes énergétiques</b>	<b>60 482,00</b>	33,23%
Transports et autres frais	13 127,00	7,21%
Total	182 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	20 000,00	10,99%
Subventions autres collectivités	162 000,00	89,01%
Total	182 000,00	100,00%